

**MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCES
POUR LE COMPTE DE LA**



CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Palais de Chaillot
1 Place du Trocadéro et du 11 novembre
75 116 PARIS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

Marché N°AO-2025-09/03

Lot n°3 : Automobile Missions

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, comportant publicité européenne, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

1 – Présentation des risques.....	3
Présentation générale CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	3
Auto-Mission pour les collaborateurs.....	3
Assurance souhaitée	3
Informations complémentaires	4
2 – Conditions Particulières Auto Mission.....	5
Assuré.....	5
Objet de la garantie	5
Montants des garanties et franchises	6
Solution de base (réponse obligatoire)	6
Tarification	9
Dispositions diverses	9
4 – Conventions Spéciales Assurance Automobile	10
1.1. Assuré.....	12
1.2. Véhicules assurés.....	12
1.3. Usage des véhicules	12
Annexes	32

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 3/33
---	---	-----------

1 – Présentation des risques

Présentation générale CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Voir site : <https://www.citedelarchitecture.fr/>

Auto-Mission pour les collaborateurs

La CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE souhaite assurer ses collaborateurs lors de déplacements pour les déplacements pour les besoins de la fonction avec un véhicule n'appartenant pas à la CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE et dont ils ont la conduite ou la garde. Le nombre de kms maximum parcourus est estimé à 7 500 km.

Assurance souhaitée

Les candidats présenteront, conformément aux modèles de Conditions Particulières et de Conventions Spéciales proposés dans le dossier de consultation, une police couvrant l'ensemble du parc automobile à assurer et une police couvrant les véhicules des collaborateurs effectuant des déplacements professionnels avec leurs véhicules personnels.

Le contrat comporte une clause de garantie automatique.

Les nouveaux véhicules seront automatiquement assurés mais avec déclaration préalable de l'Assuré pour être en conformité avec l'obligation légale à compter du 1er janvier 2019 :

« Conformément à la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 et au décret n°2018-644 du 20 juillet 2018, l'Assuré devra, à compter du 1er janvier 2019, informer sans délai l'assureur de toute nouvelle acquisition ou cession en cours de contrat, afin de répondre à l'obligation légale de déclaration des véhicules assurés. Il est rappelé qu'en l'absence de déclaration, l'Assuré s'expose au règlement d'une amende pour non-respect de l'obligation d'assurance. Cette obligation ne fait pas obstacle à l'automaticité de garantie lorsqu'elle est prévue au contrat ».

La **Solution de Base** pour la police Auto-Mission constitue le schéma de garanties attendu. La **réponse** à la Solution de Base Auto-Mission définie est **obligatoire** sous peine de rejet de l'offre.

Les **réserves** (et améliorations) sont admises et devront faire l'objet d'une note récapitulative annexée à l'acte d'engagement du dossier de consultation (cf. CADRE DE REPONSE TECHNIQUE ou CRT joint).

Une Variante libre est admise

Informations complémentaires

Cf. Annexes.

Statistique Sinistre 2021 à 2024

2 – Conditions Particulières Auto Mission

Assuré

Le souscripteur du présent contrat :

CITE DE L'ARCHITECTURE

Palais de Chaillot - 1 Place du Trocadéro et du 11 Novembre

75116 PARIS

Représenté par son Président en exercice,

Agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra.

Les préposés (salariés ou non) sont considérés comme tiers entre eux.

Objet de la garantie

Le présent contrat garantit le Souscripteur en sa qualité de Commettant, ainsi que ses Administrateurs ou représentants désignés, les membres du personnel (collaborateurs ayant le statut de salarié ou non, stagiaires rémunérés ou non, intérimaires, bénévoles et autres préposés exerçant leur activité à temps plein ou non pour le compte de l'Assuré et avec son accord) lorsqu'ils utilisent leur propre véhicule ou un véhicule confié (y compris les véhicules utilitaires légers jusqu'à 3,5 T de PTAC et les 2/3 roues) pour effectuer des déplacements nécessités par les besoins du service, déplacements professionnels effectués de site à site inclus.

Il faut souligner que ladite assurance se substitue intégralement à l'assurance automobile personnelle, **garantie dite de 1^{ère} ligne**.

Sous réserve que ces déplacements soient autorisés par la Direction du Souscripteur, la garantie est étendue à tout le personnel travaillant sous la subordination directe du Souscripteur (y compris les personnels des éventuelles structures associatives de : CITE DE L'ARCHITECTURE actuelles et à venir).

Exclusion des besoins privés.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 6/33
---	---	-----------

Les garanties s'appliquent automatiquement à tous les déplacements nécessités par les besoins du service, sans déclaration préalable de l'Assuré et sans accord préalable de l'Assureur, sans formalité d'inscription sur un registre, sans liste des personnes et des véhicules concernés.

Montants des garanties et franchises

Solution de base (réponse obligatoire)

En référence des Conventions Spéciales Assurance Automobile.

Plein par événement "garanties dommages au véhicule" : 50.000 €

GARANTIES POUR VEHICULES DE MOINS DE 3,5 TONNES ET POUR 2/3 ROUES

Voir tableaux ci-dessous :

Tableau des garanties et des franchises Auto Mission

Garanties	Montants par sinistre	Franchises par sinistre
<i>Responsabilité civile (en et hors circulation)</i>	Illimité	Néant
- Dommages corporels	100.000.000 € (par sinistre et par véhicule)	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs	1.500.000 € (par sinistre)	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'une atteinte à l'environnement	10.000.000 € (par sinistre)	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'un incendie, d'une explosion	1.500.000 €	Néant
- Dommages immatériels non consécutifs	1.500.000 € (par année d'assurance)	Néant
- Faute inexcusable		Néant
<i>Garantie du conducteur</i>		
- Individuelle Accidents du conducteur	500.000 €	Néant Excepté pour l'AIPP (1), franchise de 6%

Garanties	Montants par sinistre	Franchises par sinistre
Dommages aux véhicules		
- Incendie	Valeur de remplacement à dire d'expert	Néant
- Vol	Valeur de remplacement à dire d'expert	Néant
- Bris de glace	Valeur de remplacement	Néant
- Dommages tous accidents (DTA) (dommages subis par le véhicule à la suite d'une collision avec un autre véhicule, du choc contre un corps fixe ou mobile, du versement sans collision du véhicule, d'actes de vandalisme et de l'action des forces de la nature –inondation, tempête, grêle, neige...-)	Montant des réparations à dire d'expert	Néant
- Catastrophes naturelles	Montant des réparations	Néant
- Accessoires / Aménagements du véhicules prévus au catalogue du constructeur	2.000 €	Néant
- Matériels et/ou Marchandises et/ou Effets et objets personnels transportés	2.000 €	Néant
Assistance (*)		
- Assistance aux véhicules (en cas d'accident, d'incendie, de vol ou de tentative de vol, Panne et perte, vol ou bris de clefs)	3.000 €	Néant
- Assistance aux personnes (conducteurs et passagers)	Frais réels	Néant
Pertes financières	Oui	Néant
Défense / Recours	20.000€	Néant

(1) AIPP : Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique, appelé aussi « déficit permanent ». Ce taux est calculé par des experts médicaux.

(*) Assistance : descriptif de la garantie

ASSISTANCE AUX VEHICULES (sans franchise kilométrique)	
Prestations	Limites (Pour tous véhicules)
Crevaision	Oui
Vol / Perte ou enfermement Clés / Cartes	Oui

Dépannage / Remorquage	Oui
Attente pour réparation	Oui
Retour au domicile ou poursuite du voyage	Oui
Envoi de pièces détachées	Oui
Rapatriement du véhicule à l'étranger	Oui
Frais de gardiennage (dans l'attente du rapatriement du véhicule ou en vue de sa mise en épave)	Oui

ASSISTANCE AUX PERSONNES (sans franchise kilométrique)	
Prestations	Limites
Rapatriement médical	Oui
Présence d'un proche à l'hôpital	Oui
Frais médicaux et d'hospitalisation	Oui
Rapatriement du corps en cas de décès (sont garantis frais de transport du corps, frais de préparation du défunt, les aménagements spécifiques au transport + un cercueil conforme à la législation et de qualité courante)	Oui
Chauffeur de remplacement	Oui
Présence d'un proche / Accompagnement du défunt	Oui

L'Assisteur prendra en charge l'ensemble des frais consécutifs à une immobilisation du véhicule (véhicules de moins de 3.5 tonnes, 2/3 roues, véhicules en prêt ou en location de moyenne ou longue durée) et notamment consécutive à un événement de nature accidentelle, panne de toute nature, y compris erreur de carburant, crevaison et éclatement de pneus, vol ou tentative de vol, incendie, vandalisme, effraction, perte ou vol des clefs, enlèvement (immobilisation consécutive à un événement soudain, involontaire et imprévisible qui a fait quitter une voie) / embourbement :

- Remorquage,
- Rapatriement du véhicule,
- Véhicule de remplacement **IMPERATIVEMENT** sur la base d'un véhicule de catégorie identique pour tout véhicule < 3.5 tonnes,
- Frais de séjour et/ou de retour (y compris les passagers).

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 9/33
---	---	-----------

L'Assureur règlera directement les réparateurs choisis par CITE DE L'ARCHITECTURE y compris le montant de la TVA et/ou de la franchise qui sera refacturé à CITE DE L'ARCHITECTURE lors des régularisations.

Tarification

SOLUTION DE BASE

VARIANTE LIBRE

Cf. Acte d'engagement.

Assiette de tarification :

Kilométrage sur la base de 7 500 km.

Dispositions diverses

- Prise d'effet : 01/01/2026
- Échéance annuelle : 01/01
- Modalité de paiement : Annuelle
- Durée du contrat : 1 an, renouvelable tacitement 3 fois un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans
- Résiliation : Annuelle moyennant préavis de 6 mois pour l'Assuré et pour l'Assureur.

4 – Conventions Spéciales Assurance Automobile

Préalable

Le candidat peut reprendre l'ensemble des éléments du CCTP et amender les postes de garanties et les définitions contractuelles dans le cadre de sa réponse technique.

Le candidat peut aussi répondre et présenter son tableau de garantie et son intercalaire avec les conditions générales de l'assureur qui serviront de base contractuelle au contrat d'assurance

Chapitre 1 – Dispositions communes aux garanties

- Article 1 – Définitions
- Article 2 – Exclusions communes
- Article 3 – Acquisition des garanties
- Article 4 – Ajustement de la prime
- Article 5 – Dispositions diverses

Chapitre 2 – Garantie Responsabilité Civile

- Article 6 – Étendue de la garantie
- Article 7 – Montant de la garantie
- Article 8 – Étendue géographique
- Article 9 – Exclusions spécifiques

Chapitre 3 – Garanties facultatives Dommages au Véhicule

- Article 10 – Les différentes garanties "Dommages"
- Article 11 – Montant des garanties
- Article 12 – Garantie des Accessoires, Bagages et Objets/Matériels Transportés
- Article 13 – Étendue géographique
- Article 14 – Exclusions spécifiques

Chapitre 4 – Garantie Défense Recours

Article 15 – Étendue de la garantie

Article 16 – Étendue géographique

Article 17 – Exclusions spécifiques

Chapitre 5 – Garantie Individuelle Accidents du conducteur

Article 18 – Objet de la garantie

Article 19 – La formule "Droit Commun"

Article 20 – Modalités d'application de la garantie

Article 21 – Étendue géographique

Article 22 – Exclusions spécifiques

Chapitre 6 – Autres garanties

Article 23 – Pertes financières

Article 24 – Insolvabilité des tiers

Chapitre 1 – Dispositions communes aux garanties

Article 1 – Définitions

1.1. Assuré

Le Souscripteur; ainsi que les personnes visées par les textes relatifs à l'obligation d'assurance Automobile.

L'Assureur renonce à recours contre l'Assuré autorisé à conduire, même lorsque celui-ci n'a pas été autorisé par le propriétaire du véhicule ou le Souscripteur.

1.2. Véhicules assurés

Les véhicules couverts au titre du présent contrat figurent aux Conditions Particulières.

Par "véhicule assuré", il est convenu d'entendre tout véhicule terrestre à moteur, toute remorque ou semi-remorque construite en vue d'être attelée à un véhicule terrestre à moteur, tout appareil terrestre attelé à un véhicule terrestre à moteur, sous réserve qu'il satisfasse aux conditions prévues par l'un au moins des alinéas suivants :

- être la propriété certaine du Souscripteur,
- être sous la garde juridique du Souscripteur en vertu d'un prêt, d'un contrat de location de courte, moyenne et longue durée, ou de crédit-bail, soit dans le cadre d'une dotation de l'État,
- être à lui confié en cas d'indisponibilité fortuite d'un véhicule défini ci-avant et à charge pour le Souscripteur d'apporter la preuve de cette indisponibilité sur simple demande de l'Assureur.

1.3. Usage des véhicules

Les véhicules sont utilisés tant pour les déplacements privés que professionnels, **à l'exception** :

- **des transports de personnes ou de marchandises à titre onéreux** (exemple : co-voiturage),
- **de la location à autrui avec ou sans chauffeur** (sachant que la location et le prêt de véhicules au personnel de l'Assuré restent garantis).

Les remorques ou appareils terrestres non automoteurs, d'un poids total en charge n'excédant pas 3,5T, attelés à un véhicule assuré par le présent contrat, bénéficient des garanties sans qu'il en soit fait mention aux Conditions Particulières.

Il sera expressément convenu que sont garantis par le contrat les déplacements privés ainsi que le trajet domicile-travail, pour les véhicules de fonction et ce, quel que soit le conducteur.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 13/33
---	---	------------

Article 2 – Exclusions communes

Sont exclus :

2.1. Les dommages causés lorsque le conducteur du véhicule au moment du sinistre n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire du permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni retiré, ni périmé) exigé par la réglementation française pour sa conduite.

La garantie reste cependant acquise dans les cas suivants :

- Le permis n'est pas valable pour des raisons :
 - tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire,
 - dues au non-respect de conditions restrictives d'utilisation, autres que celles tenant aux catégories de véhicule.
- Le véhicule est utilisé par un enfant mineur, non émancipé, du Souscripteur ou du propriétaire du véhicule, ou du gardien autorisé par l'un d'eux, et à leur insu.
- Le véhicule est utilisé pour des leçons de conduite données dans le respect des règles administratives.
- Le véhicule est déplacé pour les besoins du service, dans l'enceinte de l'entreprise, par un préposé de l'Assuré ne possédant pas de permis en état de validité.
- Le conducteur est un préposé du Souscripteur ou du propriétaire du véhicule, et ceux-ci :
 - ont été induits en erreur sur la validité du permis du préposé par la production de documents faux ou falsifiés,
 - ou n'ont pas été informés des modifications apportées, après son embauche, dans la validité du permis du préposé (notamment mesure de suspension, annulation ou restriction de validité de son permis),
 - ou ne savent pas que le préposé ne respecte pas les mentions portées sur son permis.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 14/33
---	---	------------

2.2. Les dommages subis par des personnes transportées à titre onéreux.

La garantie reste cependant acquise lorsque le contrat est établi pour un véhicule déclaré servir à cet usage.

2.3. Les dommages subis par des personnes transportées dans des conditions de sécurité insuffisantes, sauf à l'insu du Souscripteur ou du propriétaire du véhicule en cas de mise en jeu de la garantie Responsabilité civile du fait d'un préposé.

Ces conditions sont définies par arrêté ministériel, à savoir :

- **véhicule de tourisme : les personnes transportées doivent être à l'intérieur du véhicule,**
- **véhicules utilitaires : elles doivent être soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée sans que leur nombre (en sus du conducteur) puisse excéder huit personnes au total ou cinq hors de la cabine (les enfants de moins de dix ans n'étant comptés que pour moitié),**
- **autocars : passagers transportés dans la limite du nombre prévu sur la carte violette du véhicule et conformément à la réglementation en vigueur,**
- **véhicules 2-3 roues : le nombre de personnes transportées ne devra pas dépasser le nombre de places prévu par le constructeur. Pour les véhicules à 2 roues, il est admis une personne transportée en sus du conducteur,**
- **remorque ou semi-remorque affectée au transport de personnes, spécialement agréée pour cette utilisation : les personnes devant être transportées à l'intérieur de celle-ci,**
- **tracteurs n'entrant pas dans la catégorie "véhicule utilitaire" : nombre de places prévues par le constructeur.**

2.4. Les dommages que les personnes assurées auraient causés intentionnellement.

La garantie reste cependant acquise au bénéfice de l'Assuré civilement responsable des personnes ayant intentionnellement causé le dommage.

2.5. Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

2.6. Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions, ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque l'Assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 15/33
---	---	------------

2.7. Les dommages occasionnés par une guerre étrangère ou par une guerre civile.

2.8. Les dommages provenant d'émeutes ou mouvements populaires, d'actes de terrorisme et de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées, sauf ce qui est dit à l'article 10 ci-après.

Article 3 – Acquisition des garanties

Les Conditions Particulières indiquent que les nouveaux véhicules seront automatiquement assurés mais la CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE devra en faire la déclaration à l'Assureur conformément à la législation en vigueur.

Les dispositions prévues pour le fonctionnement du fichier des véhicules assurés ont été prises par le décret n° 2018-644 du 20 juillet 2018, relatif au dispositif de lutte contre le défaut d'assurance de responsabilité civile automobile et publié au Journal Officiel le 24 juillet 2018.

Si le Souscripteur désire bénéficier, pour un véhicule existant ou pour un nouveau véhicule des garanties autres que celles mentionnées aux Conditions Particulières, elles sont acquises dès réception d'un mail de l'Assureur ou du courtier.

Article 4 – Ajustement de la prime

La prime est régularisée au prorata temporis à compter de l'adjonction ou du retrait.

Quand les états de parc sont exigés, ils doivent être communiqués dans les deux mois qui suivent l'échéance annuelle ou la demande de l'Assureur.

Article 5 – Dispositions diverses

5.1. Compétence judiciaire

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

5.2. Modification de contrat

Une modification du taux de prime ne peut prendre effet qu'à l'échéance annuelle suivante, à condition que l'Assureur en ait informé l'Assuré par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de quatre mois.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 16/33
---	---	------------

En cas de modification du taux de prime, l'Assuré peut résilier la police dans les **6 (SIX) mois** suivant la réception de la lettre recommandée de l'Assureur ; la résiliation prenant effet à l'échéance annuelle à partir de laquelle la modification de taux aurait dû intervenir.

5.3. Faculté de résiliation

Le contrat est d'une durée de **1 (UN) an à compter du 01/01/2026** (soit jusqu'au 31/12/2026 à 24 heures). Il est renouvelable tacitement trois fois un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 (QUATRE) ans.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée **6 (SIX) mois** au moins avant l'échéance de la prime.

En cas de résiliation par l'Assureur suite à sinistre, elle prend effet **6 (SIX) mois** après notification par lettre recommandée, sans que ce délai puisse excéder la date de la prochaine échéance annuelle, à moins que le souscripteur n'accepte de payer un prorata de prime pour le nombre de jours qui excède l'échéance.

En cas de majoration de prime par suite d'une modification de tarif, le Souscripteur peut résilier le contrat dans les **6 (SIX) mois** qui suivent la date où il a eu connaissance de la modification.

Durant la période de garantie, l'Assureur s'engage à ne pas résilier après sinistre.

5.4. Paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptant supporte un retard lié aux contraintes administratives.

5.5. Délai de déclaration des sinistres

Tout fait dommageable susceptible d'entraîner la garantie doit être déclaré dans les **trente jours** à partir de la date à laquelle l'Assuré ou son service "assurances" en a eu connaissance.

5.6. Les modalités de gestion des sinistres

Une fois le sinistre déclaré – l'assureur s'engage à émettre un accusé de réception au service assurance du souscripteur qui indiquera :

La référence dossier assurance

La part de responsabilité imputée au souscripteur

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 17/33
---	---	------------

Le montant de la franchise restant à la charge de l'assuré

Les coordonnées de l'expert mandaté

La prise en charge à adresser au réparateur

Une statistique sinistre à jour présentée trimestriellement.

5.7. Les modalités de règlement des sinistres

5.7.1 Les sinistres mettant en jeu la garantie « Bris de glace »

Dans cette hypothèse – afin de ne pas allonger les délais de traitement – le collaborateur du souscripteur aura la possibilité de déposer son véhicule dans un centre spécialisé – qui se chargera tant de la déclaration que de la réparation.

Le réparateur adressera directement à l'assureur l'ensemble des éléments pour règlement direct de sa facture.

L'assureur reviendra vers le service assurance du souscripteur pour obtenir les informations qu'il n'aura pas pu obtenir du réparateur (déclaration de sinistre)

5.7.2 Les sinistres mettant en jeu la garantie « Dommages ou RC »

Dès réception de la déclaration de sinistre, l'assureur adressera au réparateur désigné par le souscripteur - ou le collaborateur de celui-ci - une prise en charge pour le règlement direct de la facture établie suivant les conclusions de l'expert.

Lors du règlement au réparateur, l'assureur adressera une copie précisant le détail du règlement effectué - pour information - au service assurance du souscripteur.

Chapitre 2 – Garantie Responsabilité Civile

Article 6 – Étendue de la garantie

La garantie Responsabilité Civile a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance prescrite à l'article L. 211-1 du Code des assurances.

Elle s'applique aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'Assuré peut encourir en raison de dommages subis par des tiers résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens et dans lesquels le véhicule a été impliqué, qu'il soit en circulation ou hors circulation.

Sont notamment garantis les dommages résultant :

- d'accident, d'incendie ou d'explosion, causés par le véhicule, les accessoires et les produits servant à son utilisation, les objets ou substances qu'il transporte,
- de la chute de ces accessoires, produits, objets ou substances,
- d'une opération occasionnelle de remorquage d'un véhicule en panne,
- du risque de fonctionnement, y compris les opérations de chargement et de déchargement, effectué à l'aide d'appareillages spéciaux dont peuvent être équipés les véhicules assurés.

La garantie est également acquise à l'Assuré lorsque, en cas de vente d'un véhicule assuré par le présent contrat, sa Responsabilité Civile est recherchée pour un vice caché suite à un dommage causé par ledit véhicule ; la présente garantie s'applique aux sinistres survenus pendant la période de validité du présent contrat et ayant impliqué des véhicules vendus pendant la même période.

L'Assuré déclare que sa profession n'a aucun rapport avec celle de garagiste ou de personne pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation et le dépannage ou le contrôle des véhicules, sauf lorsque les véhicules sont confiés aux ateliers de réparation de l'Assuré.

En cas d'accident mettant en cause plusieurs véhicules appartenant au Souscripteur, aux filiales et aux préposés, la garantie Responsabilité civile s'exerce (ces personnes et véhicules sont considérés comme tiers entre eux).

Article 7 – Montant de la garantie

Ce montant est conforme à l'obligation légale d'assurance.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 19/33
---	---	------------

La garantie Responsabilité Civile est accordée sans limitation de somme pour tous les dommages corporels et dans la limite de 100.000.000 € pour les dommages matériels et immatériels.

Les sous-limitations autorisées sont, suivant le cas, indiquées aux Conditions Particulières.

Article 8 – Étendue géographique

La garantie Responsabilité Civile s'applique en France métropolitaine, dans les pays limitrophes, dans les pays de la Communauté Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 9 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus :

- 9.1. Les dommages subis par les préposés de l'Assuré responsable pendant leur service**
(les recours prévus par les textes légaux restent garantis).
- 9.2. Les dommages subis par les immeubles, choses ou animaux appartenant, loués ou confiés au conducteur** (la responsabilité de l'Assuré pour les dommages causés par incendie ou explosion à l'immeuble dans lequel le véhicule est stationné, restent garantis).
- 9.3. Les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est confié, en raison de ses fonctions, à un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile,** sauf lorsque le véhicule est confié aux ateliers de réparation de l'Assuré.

Chapitre 3 – Garanties facultatives Dommages au Véhicule

Article 10 – Les différentes garanties "Dommages"

Les différentes garanties "Dommages" sont acquises en cas de mention aux Conditions Particulières.

10.1. Incendie

La garantie s'applique aux dommages subis par le véhicule et causés par :

- un incendie ou une explosion, même provoqué par émeute, mouvement populaire, acte de terrorisme ou de sabotage, attentat ;
- une chute de la foudre ;
- une action de l'électricité sur l'appareillage électrique provoquant une combustion lente et sans flamme.

10.2. Vol

La garantie s'applique lorsque le véhicule a disparu ou a été endommagé à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol du véhicule, caractérisée par un ensemble d'indices sérieux la rendant vraisemblable, tels que le forçage de la direction ou de la serrure de blocage de celle-ci, des dégradations de l'appareillage électrique de démarrage.

La garantie intervient également :

- en cas de vol d'une partie essentielle au fonctionnement du véhicule sans qu'il y ait vol complet du véhicule ;
- en cas vol avec violence sur le conducteur du véhicule (car-jacking), ou de vol des clés (notamment : home-jacking) ;
- en cas de détériorations causées par l'effraction du véhicule à la suite du vol ou d'une tentative de vol du contenu du véhicule ;
- pour le remboursement des frais engagés avec l'accord de l'Assureur ou exposés légitimement par l'Assuré pour récupérer le véhicule volé. Les frais de fourrière sont pris en charge ; toutefois, le délai est réduit à 72 heures après la notification à l'Assuré d'avoir à récupérer son véhicule.

10.3. Bris de Glaces

La garantie s'applique aux Bris de Glaces résultant de tous événements et atteignant le pare-brise, la glace-arrière, les glaces latérales et les portières, la glace toit-ouvrant, le bloc optique des phares (y compris clignotants), ainsi que leur verre de protection, quelle que soit leur matière.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 21/33
---	---	------------

Au titre de cette garantie, le Souscripteur a la possibilité de déposer le véhicule dans un centre de réparation et de remplacement de vitres et pare-brise qui se chargera tant de la déclaration que de la réparation.

10.4. Dommages Tous Accidents (garantie Tous Risques)

La garantie s'applique aux dommages subis par le véhicule à la suite :

- d'un choc ou de son renversement ;
- d'une émeute, d'un mouvement populaire, d'un acte de terrorisme ou de sabotage, d'un attentat ou d'un acte de vandalisme ;
- de l'un des événements suivants : inondation, tempête, grêle, ouragan, trombe, tornade, cyclone, chute de pierres, chute de neige provenant des toits, glissement ou affaissement de terrain, avalanche, sauf s'ils entrent dans le cadre de la garantie légale "Catastrophes Naturelles" ; sont considérés comme constituant un seul et même sinistre, les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où le véhicule assuré a subi les premiers dommages.

10.5. Catastrophes Naturelles (Loi n° 82-600 du 13/07/1982)

Cette garantie intervient lorsque les dommages ont pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

La garantie est mise en jeu après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel, ayant constaté l'état de "Catastrophe Naturelle" et pour autant qu'une des garanties Dommages Tous Accidents, Incendie ou Vol ait été souscrite.

L'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre ; il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est fixé par les Pouvoirs Publics.

Article 11 – Montant des garanties

11.1. Cas général

Dans le cadre des garanties "Dommages", l'Assureur couvre le remboursement du coût des réparations ou de celui du remplacement des pièces détériorées dans la limite de la valeur à dire d'expert, du véhicule assuré au jour du sinistre.

La garantie s'applique en outre :

- aux options, aménagements et équipements prévus au catalogue du constructeur ou hors catalogue constructeur,

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 22/33
---	---	------------

- au système de surveillance électronique du véhicule ;
- aux dessins, logos, inscriptions publicitaires.

Le règlement intervient :

- SOUS DÉDUCTION DE LA FRANCHISE PRÉVUE AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET, EN CAS DE PERTE TOTALE, DE LA VALEUR DE L'ÉPAVE ;
- hors T.V.A., chaque fois que l'Assuré est susceptible de récupérer la T.V.A., ou pour les véhicules sous contrat de crédit-bail (leasing) ou de location.

En ce qui concerne la garantie Bris de Glaces, l'Assureur couvre le coût du remplacement, ainsi que les frais y afférant.

11.2. Particularités concernant certains véhicules de tourisme à 4 roues

L'indemnisation de ces véhicules, achetés neufs par l'Assuré, détruits à plus de 85% de leur prix d'acquisition ou disparus à la suite d'un vol, s'effectue sur les bases suivantes :

- pendant les 6 mois suivant la date de première mise en circulation effective : prix d'acquisition ;
- au-delà de cette période et pendant une nouvelle période de 6 mois, il est fait application sur le prix d'acquisition, d'un abattement forfaitaire de 3% par mois. A l'expiration de la première année, le règlement est effectué comme il est dit ci-dessus.

11.3. Particularités concernant les véhicules sous contrat de location ou de crédit-bail

Aucun paiement d'indemnité (sauf Bris de Glaces) n'est effectué sans l'accord de l'organisme loueur désigné à l'Assureur.

En cas de perte totale d'un véhicule prêté, loué en crédit-bail ou en location de longue durée, l'indemnité calculée comme il est dit ci-dessus est versée à la société propriétaire du véhicule, à concurrence du montant des loyers non échus et des pénalités de résiliation au jour du sinistre. L'indemnisation comprend donc la différence entre la valeur du véhicule et la réclamation du loueur diminuée du montant de la T.V.A. que l'Assuré peut récupérer.

11.4. Particularités concernant le véhicule de remplacement suite à sinistre

En cas d'immobilisation du véhicule assuré, l'Assureur prend en charge le remboursement du véhicule de remplacement de catégorie identique auprès d'un prestataire choisi par l'Assuré pendant le temps nécessaire à la remise en état du véhicule assuré ou à son remplacement.

En cas de mise en épave, le délai de mise à disposition s'entend du jour de l'accident au jour de remplacement.

Article 12 – Garantie des Accessoires, Bagages et Objets personnels et biens professionnels transportés

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 23/33
---	---	------------

Cette garantie facultative est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières et à concurrence du capital indiqué.

Elle s'applique dans les conditions des garanties "Dommages" souscrites par le présent contrat :

- aux accessoires, aménagements et équipements non prévus par le catalogue du constructeur du véhicule,
- aux bagages, effets vestimentaires et objets personnels du conducteur ou des passagers, outillage et biens professionnels.

Lorsque la garantie "Vol" est souscrite, la présente garantie est acquise à l'Assuré même sans vol du véhicule lui-même, sous réserve que le vol ait lieu dans les circonstances visées ci-après :

- à l'occasion d'un accident du véhicule,
- par effraction non équivoque avec ou sans usage de fausses clefs,
- s'il y a menaces contre le conducteur ou un passager,
- à l'intérieur d'un garage, à la condition qu'il y ait soit effraction, soit escalade, soit usage de fausses clefs.

Les garanties sont acquises pour tous dommages subis par les objets transportés tant à l'occasion d'accidents caractérisés que par suite de vol, incendie, vandalisme, attentats, catastrophes naturelles.

Elles sont en outre étendues aux opérations de chargement et déchargement.

Sont exclus :

- **les vols ou dommages subis sur la voie publique entre 21 h et 6 h** ; les accessoires, aménagements et équipements fixés au véhicule demeurent cependant couverts ;
- **les espèces monnayées, billets de banque et autres papiers ayant valeur d'argent, ainsi que les fourrures, bijoux, objets en métaux précieux, pierres précieuses, perles.**

Article 13 – Étendue géographique

Les garanties légales "Attentats" et "Catastrophes Naturelles" s'appliquent en France.

Les autres garanties s'appliquent en France métropolitaine et dans les DROM-CROM, dans les pays limitrophes, dans les pays de la Communauté Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 24/33
---	---	------------

Les garanties sont en outre étendues aux dommages subis par le véhicule lorsqu'il est transporté par voie terrestre, maritime, fluviale ou aérienne entre les pays indiqués ci-dessus ; en cas de transport aérien ou maritime, les garanties sont limitées au cas de perte totale du véhicule.

Article 14 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus :

- 14.1. Les dommages indirects tels que privation de jouissance, dépréciation du véhicule assuré.**
- 14.2. Les dommages occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée** (sauf si ces événements sont reconnus comme constituant une catastrophe naturelle).
- 14.3. Les dommages atteignant le contenu du véhicule, sauf ce qui est dit à l'article 12.**
- 14.4. Pour la garantie "Incendie", les dommages atteignant un seul élément, module ou composant électrique, ainsi que les brûlures et accidents de fumeur.**
- 14.5. Pour la garantie "Vol", les vols commis pendant leur service par les préposés de l'Assuré ou avec leur complicité** (la garantie est toutefois maintenue quand une plainte contre ces personnes est déposée et maintenue), **ainsi que ceux commis par les membres de la famille de l'Assuré sous son toit ou avec la complicité de ces personnes.**
- 14.6. Pour la garantie "Dommages Tous Accidents", les dommages subis par les pneumatiques, sauf dans le cas où il y a d'autres dommages au véhicule.**

Chapitre 4 – Garantie Défense Recours

Article 15 – Étendue de la garantie

Cette garantie est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières et à concurrence du montant indiqué.

15.1. Garantie Défense

L'Assureur pourvoit à la défense de l'Assuré devant les tribunaux ou commissions de retrait de permis à la suite d'un accident ou d'une infraction à la circulation routière impliquant le véhicule assuré.

15.2. Garantie Recours

L'Assureur exerce au profit de l'Assuré tous recours amiables ou judiciaires pour obtenir du tiers responsable, réparation de tout préjudice subi à l'occasion d'un accident impliquant le véhicule assuré.

L'Assureur fournit au propriétaire du véhicule assuré une avance sur les indemnités qu'il est en droit d'obtenir en raison des dommages matériels occasionnés à son véhicule par un tiers identifiée et dont la responsabilité a été établie.

15.3. Libre choix par l'Assuré de l'avocat et arbitrage

En cas de défense pénale et de recours civil, l'Assuré conserve le libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, y compris lorsque survient un conflit d'intérêts entre l'Assuré et l'Assureur.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le responsable d'un dommage, les parties nomment chacune un arbitre.

Ces deux arbitres, s'ils ne peuvent trouver un terrain d'entente, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré statuant en référé.

Les frais sont à la charge de l'Assureur.

Si contre l'avis des arbitres, l'Assuré plaide à son compte et obtient une solution plus favorable que celle proposée par les arbitres, l'Assureur lui rembourse dans la limite de la garantie et sur justification, les débours qu'il a exposés et dont le montant n'a pas été supporté par l'adversaire.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 26/33
---	---	------------

Article 16 – Étendue géographique

La garantie s'applique en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de la Communauté Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 17 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2 :

17.1. L'Assureur ne garantit pas le remboursement des amendes et de leurs accessoires.

17.2. L'Assureur n'intervient pas dans le cadre de la garantie "Défense Pénale" :

- **lorsque le véhicule assuré est confié, en raison de ses fonctions, à un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, sauf lorsque le véhicule est confié aux ateliers de réparation de l'Assuré.**
- **lorsque l'Assuré est poursuivi en dehors d'un accident sous le seul motif de conduite sous l'empire d'un état alcoolique défini en fonction du taux d'alcoolémie fixé par la réglementation en vigueur (article L. 1 du Code de la route).**

Chapitre 5 – Garantie Individuelle Accidents du conducteur

Article 18 – Objet de la garantie

Cette garantie est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières ; elle intervient pour les dommages corporels subis par le conducteur autorisé.

Elle intervient pour les dommages corporels subis suivant mention, soit par le seul conducteur autorisé, soit par le conducteur autorisé et les personnes transportées gratuitement dans le véhicule assuré.

Elle s'applique aux dommages qui sont la conséquence directe et exclusive d'un accident de la circulation. Les accidents survenant lors de la montée ou de la descente du véhicule sont également garantis.

Il s'agit d'une garantie destinée à compléter les prestations de la Sécurité Sociale.

Qui est assuré ?

En cas de blessures :

Lorsqu'il conduit un véhicule assuré :

le souscripteur du contrat ;

le propriétaire du véhicule assuré ;

le conducteur autorisé par le propriétaire ou le souscripteur.

En cas de décès :

les ayants droit du conducteur assuré.

Article 19 – La formule "Droit Commun"

La garantie "Individuelle Accidents du conducteur" se réfère à l'indemnisation d'un dommage corporel suivant les règles juridiques du droit commun ; le capital indiqué aux Conditions Particulières représente le plafond de l'indemnisation. Cette indemnisation tient compte des prestations versées par les différents régimes sociaux, ainsi que des éventuels dommages-intérêts payés par le responsable de l'accident.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 28/33
---	---	------------

Article 20 – Modalités d'application de la garantie

La mise en œuvre de la garantie est indépendante :

- de la part éventuelle de responsabilité du conducteur dans l'accident,
- de l'implication d'un tiers (autre conducteur, cycliste, piéton), d'un animal ou d'un objet quelconque dans la survenance de l'accident.

Tous les préjudices concernés sont indemnisés suivant les critères habituels, mais un plafond d'indemnisation est indiqué aux Conditions Particulières.

Lorsque l'accident engage totalement ou partiellement la responsabilité d'un tiers, le règlement effectué au profit du conducteur ou de ses ayants droit prend la forme d'une avance sur recours et l'Assureur est subrogé dans les droits de son Assuré à l'encontre des tiers et de leurs Assureurs.

Si le recours aboutit à l'obtention d'une somme supérieure à celle dont l'Assureur a fait l'avance (notamment compte tenu du plafonnement de l'indemnisation), le surplus est reversé à la victime ou à ses ayants droit.

Dans le cas contraire, l'indemnité versée demeure acquise à la victime ou à ses ayants droit.

En cas de blessures du conducteur, sont indemnisés les préjudices suivants :

- **du jour de l'accident jusqu'à la date de consolidation (moment où les lésions sont stabilisées et permettent d'apprécier l'existence éventuelle d'une atteinte permanente à l'intégrité physique et psychique) :**

les dépenses de santé actuelles, c'est-à-dire le reliquat à la charge de la victime, après la part payée par l'organisme social et les caisses complémentaires sur les frais hospitaliers, médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques dans la limite prévue aux Conditions Particulières (Frais médicaux)

les pertes de gains professionnels actuels, subies pendant la période d'arrêt des activités professionnelles, à compter du 10^{ème} jour d'arrêt des activités si le taux d'AIPP (Atteinte à l'Intégrité Physique et Psychique) est inférieur ou égal à 6% ou du 1^{er} jour si ce taux est supérieur à 6%, et ce, pendant 365 jours maximum. Il s'agit du préjudice patrimonial temporaires subi par la victime du fait de l'accident.

Elles concernent uniquement les répercussions de l'incapacité provisoire professionnelle.

Les pertes de gains peuvent être totales ou partielles et leur évaluation doit être effectuée au regard de la preuve d'une perte de revenus établie par la victime.

Les souffrances endurées par la victime, physiques ou psychiques.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 29/33
---	---	------------

L'assistance par tierce personne, c'est-à-dire les dépenses destinées à financer la présence nécessaire d'une tierce personne aux côtés de l'Assuré pour l'assister dans les actes de la vie quotidienne.

- Après consolidation (moment où les lésions sont stabilisées et permettent d'apprécier l'existence éventuelle d'une atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique :

Le déficit fonctionnel permanent, c'est-à-dire la réduction définitive, médicalement constatée, du potentiel physique, psycho-sensoriel ou intellectuel, des phénomènes douloureux, des répercussions des suites du sinistre subi.

Il se traduit par le taux d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique (AIPP) évalué par l'expert médical de l'Assureur.

Le taux d'AIPP est déterminé à partir du barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun publié par le Concours Médical. Seules les AIPP d'un taux supérieur à 6% donnent lieu à indemnisation.

L'assistance par tierce personne, telle que définie ci-dessus.

les pertes de gains professionnels futurs. Elles permettent d'indemniser la perte ou la diminution des revenus consécutive à l'AIPP à laquelle la victime est désormais confrontée dans la sphère professionnelle à la suite de l'accident.

Le préjudice esthétique, c'est-à-dire les atteintes physiques et plus généralement les éléments de nature à altérer, de manière permanente, l'apparence physique de la victime.

L'accompagnement extra médical, si l'Assuré subit une perte d'autonomie constatée par le médecin expert de l'Assureur rendant nécessaire de manière définitive une assistance technique ou humaine, l'Assureur met à la disposition de l'Assuré une équipe pluridisciplinaire.

Cette équipe recherche avec l'Assuré victime et sa famille, éventuellement assisté de son médecin traitant, les mesures extra médicales adaptées au contexte, notamment dans le domaine de l'aménagement du domicile, de nature à rétablir au maximum son autonomie et favoriser sa réinsertion dans son cadre de vie. Cette garantie couvre exclusivement les frais de diagnostic et d'étude de cette équipe d'assistance.

En cas de décès du conducteur, consécutif au sinistre, sont indemnisés les préjudices suivants :

- Remboursement des frais d'obsèques, à concurrence de 5.000 € (compris dans le montant maximum de la garantie) à la personne qui justifie les avoirs déboursés ;
- Indemnisation :

Du préjudice économique subi par les personnes ayant la qualité de :

- ✓ Conjoint (1) non séparé de corps ni divorcé ;
- ✓ Enfants fiscalement à charge jusqu'à 25 ans ou enfants reconnus handicapés par l'administration et fiscalement à charge ;
- ✓ Ascendants fiscalement à charge ;

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 30/33
---	---	------------

- ✓ **Enfants bénéficiaires d'une pension alimentaire de la part de l'Assuré et jusqu'à 25 ans ;**

Du préjudice d'affection subi par les personnes ayant la qualité de :

- ✓ **Conjoint (1) non séparé de corps ni divorcé ;**
- ✓ **Descendants et ascendants vivant en permanence à titre gratuit au même domicile que l'Assuré ;**
- ✓ **Enfants célibataires (non liés par un PACS), ne vivant pas en permanence au même domicile que l'Assuré, s'ils sont mineurs et dont le conducteur assuré n'avait pas la garde, s'ils sont scolarisés, étudiants ou apprentis, s'ils sont titulaires d'une carte d'invalidité.**

(1) La notion de conjoint est étendue au concubin qui a une communauté de vie avec l'Assuré, y compris la communauté économique au sens de PACS.

Article 21 – Étendue géographique

La garantie s'applique en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de la Communauté Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 22 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus les dommages subis :

22.1. Par les personnes atteintes antérieurement d'Invalidité Permanente Totale.

22.2. Par les personnes transportées à titre onéreux. Toutefois, la garantie reste acquise dans le cadre de l'auto-mission pour le partage des frais du véhicule (plate-forme de co-voiturage).

22.3. Par les personnes transportées à titre onéreux.

22.4. Par les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, dans l'exercice de leurs fonctions.

Chapitre 6 – Autres garanties

Article 23 – Pertes financières

La garantie est étendue aux pertes financières en cas de sinistres affectant les véhicules pris en leasing ou détenus par le Souscripteur dans le cadre de contrat de location longue durée.

Cette garantie couvre l'ensemble des pertes financières y compris celles occasionnées par suite de ruptures anticipées de contrat (location ou leasing).

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 32/33
---	---	------------

Annexes

Annexe – Statistique sinistres AUTO-MISSION de la CITE DE L'ARCHITECTURE de 2021à 2024

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 33/33
---	---	------------

Lu et approuvé,

A _____

Le _____

Le Titulaire (les Titulaires)
Signature(s) et cachets(s)

A _____

Le _____

Le Pouvoir Adjudicateur
Signature et cachet